**Contribution de l'Institut d'Ethique Contemporaine**

**«UNE ETHIQUE LAÏQUE POUR LUTTER CONTRE l'ISLAMISME RADICAL»**

**(OCTOBRE 2017)**

**Gérard Vignaux**

Président de l'IEC

tél : 06 64 92 01 96

mail : g.vignaux@gmail.com

**Une éthique laïque pour lutter contre l'islamisme radical**

**Présentation**

L'Institut d'éthique contemporaine (think tank créé en 2011) œuvre dans le large champs de la réflexion éthique. A ce titre, notre réflexion concerne la grave question de la radicalisation islamiste et par conséquence, elle concerne également la méthodologie de la lutte contre le terrorisme. Ce terrorisme est sous-tendu par une idéologie radicalisée, prosélyte, destructrice de nos valeurs fondamentales, ce qui représente un danger majeur pour le monde contemporain.

Il nous appartient de comprendre ce danger et de définir des règles éthiques qui donneront de l'efficacité au dispositif officiel. Ces règles éthiques apporteront l'**élan indispensable** pour vaincre cette idéologie fasciste, violente et barbare.

L'attente du public est considérable, il suffit de voir le succès des émissions de radio et de télévision, des articles de presse et des sujets abordés par les réseaux sociaux qui traitent de ce sujet. Pourtant à l'heure actuelle, le bilan de la déradicalisation n'est pas satisfaisant. Ainsi plusieurs responsables d'équipes de déradicalisations très présents dans les médias se sont retrouvés mis en examen ou obligés à démissionner, n'ayant pu apporter les résultats espérés. Leur appétit médiatique remplaçait le travail de terrain qui devenait secondaire. Dans certains cas, on a assisté à des confusions entre missions publiques et intérêts privés, des compétences imaginaires, un manque de professionnalisme.

Le choix de ces personnes a été très problématique.

L'état à la lourde responsabilité de choisir **les hommes et les femmes les plus compétents** ainsi que **les méthodes les mieux adaptées** pour organiser cette lutte. La difficulté a été et est encore de mettre en place de nouvelles structures car celles-ci n'existaient pas. Les modalités d'interventions se sont créées en temps réel, sans le moindre recul sur leur éventuelle efficacité. Nous avons analysé les causes des problèmes et des échecs rencontrés par ces équipes de déradicalisation, le manque d'éthique a été évident. Dans cette lutte, il est maintenant urgent de mettre en place une organisation exemplaire.

L'emploi même du mot « déradicalisation » est déconseillé. La première réaction du public est en effet de penser que la déradicalisation ne peut pas fonctionner puisque l’individu radicalisé ne sera que très rarement volontaire pour se déradicaliser.

Dans la logique psychothérapique, l'accord et la motivation du patient sont des éléments impératifs. Il s'agit également d'une base éthique puisque à la différence des systèmes de conditionnement, tous les psychologues et psychiatres dignes de ce nom soulignent la nécessité d'obtenir l'accord entier et éclairé du patient. Les suivis sous contrainte n'offrent guère de résultats mais cette lutte ne se réduit pas au seul champ de la psychothérapie individuelle des djihadistes. En effet, les « Psy » possèdent toute leur place dans un dispositif de prévention efficace et tout spécialement dans **l'évaluation de la dangerosité des radicalisés et la prise en charge des familles** concernées.

Quelques équipes ont vu le jour pour répondre aux questions des familles touchées par l'intégrisme, **familles déchirées** en grande souffrance de voir agir leur enfant, leur frère ou sœur. Ce volet d'intervention concerne les thérapies familiales qui représentent une spécialité à part entière (?), malheureusement peu présente dans les premières équipes. Ces déchirements familiaux et ces « reprises en main » sont à prendre en charge avec des protocoles précis que seuls des psychologues ou psychiatres très expérimentés peuvent réaliser.

La prévention anti-radicalité doit être présente dans chaque école, chaque collège, chaque lycée [entièrement d’accord]. Les demandes des chefs d'établissement sont nombreuses mais restent souvent sans réponse. De nombreuses **associations de soutien de la laïcité** existent en France, certains comme les Comités Laïcité République peuvent être labellisés par l'état. Ces comités commencent à être sollicités par les établissements scolaires mais sont pour l'instant peu encouragés ni aidés par l'état. Il sera nécessaire de suivre à posteriori le bon positionnement des réponses proposées.

Toutes ces différentes actions impliquent un suivi et des contrôles réguliers. Le manque de transparence invalidera le fonctionnement des équipes. L'évaluation des résultats annoncés doit être précise et vérifiable, l'approche pragmatique n'est pas contradictoire avec un comportement éthique exemplaire. Bien au contraire, ce comportement éthique engendre **un idéal porteur de motivations,** décuplant ainsi, la force de ces actions.

Un autre champ~~s~~ d'actions s'ouvre par les interventions auprès des fonctionnaires confrontés à la radicalité (éducation nationale, police, administration pénitentiaire...). Ces fonctionnaires placés en première ligne se trouvent en difficulté face à des islamistes radicaux violents ou potentiellement très violents, leurs interrogations, leurs questions sont nombreuses. Pour apporter une réponse en temps réel par téléphone, il importe qu'**une hot line** soit tenue par différents experts (juristes spécialisés sur la laïcité, psychologues-cliniciens, spécialistes de l'Islam) [entièrement d’accord avec toi].

Tous les imams de France sont concernés par l'intégrisme, leur rôle est de grande importance mais leurs positionnements vis à vis des intégristes sont souvent ambigus. **Des contrôles fréquents, un encadrement omniprésent, concrétisé par une équipe pointue sur l'islamisme radical et sur l'éthique laïque devraient leur être dédiés.** De fortes pénalités judiciaires empêcheraient certains imams d'être complices avec les salafistes [A condition qu’on puisse les prendre sur le fait de commettre un délit, comme l’appel à la haine ou au meurtre, ou qu’ils nient la shoah. Ou à moins qu’on puise criminaliser la pensée salafiste par de nouvelles lois].

Le contrôle de l'information doit être sans faille. Directement ou indirectement hostiles à nos valeurs essentielles, **les textes, les vidéos, les symboles des salafistes pourraient être clairement déclarés hors la loi**, l'interdiction de ces symboles étant verrouillée par des procès-verbaux [Il faut encore définir ce qui est salafiste et ce qui ne l’est pas. Vaste débat ! Car il y a dans le Coran, 394 versets anti-droits de l’homme. Donc doit-on les interdire ? Doit-on interdire le Coran ? A moi avis, cette dernière mesure est impossible, à moins, d’imposer, par la loi, la vente d’un coran incluant des commentaires atténuant la charge de violence de ces versets. Puis d’interdire toutes les autres versions. Ou a moins, de faire signer une charte éthique à tous les imams de France. Mais ces deux dernières mensures provoqueront, sans aucune doute, une levée de boucliers de l’UOIF et du CFCM].

**I) Bilan critique des pionniers français de la déradicalisation**

La violence et la gravité des attentats terroristes ont contraint le gouvernement de Monsieur Manuel Valls à organiser dans l'urgence des mesures de sécurité diverses et de créer des équipes de déradicalisation.

1) Familiers de l'Islam, ils ont été les pionniers et les précurseurs des premières tentatives de déradicalisation en France. Activistes sans véritable expérience de gestion d'une équipe, leurs méthodes, pleines de bonne volonté, n'ont malheureusement pas apporté les résultats escomptés. Au fil des mois, sans rigueur, leurs bilans aux sources incertaines sont devenus de plus en plus approximatifs.

On peut parler de méthodes improvisées, teintées de religiosité ou d'hostilité inter-religieuse qui ont laissé sceptiques nombre d’observateurs. L'approche « cultuelle » se voulait capable de replacer les radicaux dans « la bonne croyance », remettre les jeunes dans le droit chemin n'a donné aucun résultat. Cette approche dédouanait la religion de toutes responsabilités, elle a assimilé la radicalisation à un phénomène d’emprise sectaire, opérée à plus de 90 % sur Internet tout cela sans élément tangible.

Ces logiques d'intervention, sans neutralité et sans distanciation nécessaire par rapport à la religion, ne peuvent être considérées comme laïques. Cette façon d'interpréter l'islamisme radical comme complètement étranger à la religion est souvent remise en cause par la réalité puisque des liens complexes existent et qu'il y a justement nécessité de les dénoncer. La théorie de l'emprise sectaire est très controversée car elle nie toute une partie du processus de radicalisation. Ce processus, parfois lent, parfois très rapide, commence à être mieux connu. Dans la réalité, les lieux de transmission sont connus, prisons, mosquées salafistes alors que le plus souvent internet n'arrive qu'ensuite pour renforcer les conditionnements et la communication des terroristes.

Dans un livre intitulé « Cellule de déradicalisation. Chronique d'une désillusion » Julien Revial, un ex-employé d'une de ces structures, raconte son expérience. La responsable se présentait tantôt comme juriste, tantôt comme psychologue, tantôt comme policière. Alors que la structure vient d'ouvrir et qu'elle en est à ses balbutiements, le défilé des médias commence. « Un mois après notre emménagement, nous avions déjà reçu cinq journalistes et seulement deux familles ».

Ces structures ne fonctionnent plus, l'une n'a pas vu ses crédits renouvelés, l'autre a renoncé à poursuivre sa mission alors qu'elle était largement remise en cause, maintenant investie dans un rôle au cinéma, nous sommes bien loin d'une position éthique. C'est toute une étape où la laïcité était mise de côté qui se termine.

2) Plusieurs mères de djihadistes, riches de leurs expériences, motivées pour réagir, ont créé des associations dans le but d'éviter d'autres départs au djihad et d'essayer de faire revenir leurs enfants à la raison. Ces femmes parvenaient à témoigner dans les médias mais furent en difficultés pour fédérer des groupes vraiment actifs dans des actions de lutte contre la radicalisation.

Des interventions se sont effectuées dans les familles sans le protocole nécessaire à toute thérapie familiale. D'autres interventions particulièrement difficiles s'effectuaient en milieu carcéral avec des psychologues motivés mais débutants et inexpérimentés**.**

Ces tentatives improvisées avec l'argent public distribué au hasard ont pratiquement toutes cessé de fonctionner dans de tristes conditions. Les démissions, mises en examens furent souvent l'épilogue de ces expériences.

3) Certains praticiens des sciences humaines sont entrés dans l'aventure de la déradicalisation. Comme dans tous les nouveaux challenges, des personnalités sont poussées par leur égo à concevoir rapidement des concepts sans véritable travail d'équipe. Ainsi le concept « daechien » autrement dit les adeptes de Daech, de prime abord séduisant, n'est nullement étayé par des textes. Personne ne sait exactement ce que ce concept recouvre.

D'une façon générale, certaines critiques éthiques soulignent des interventions pas toujours laïques de la part d'équipes qui incarnent plus ou moins ouvertement une religion. Cependant, les critiques soulignent surtout le rapport médiatique de ces personnes davantage occupées à s'adresser aux journalistes au lieu d'être sur le terrain. Ceci est contraire à l'exigence de discrétion et de discernement indispensable pour de telles fonctions.

L'épilogue administratif

- Sonia Imlouf, ex responsable de "Maison de la prévention et de la famille" en Seine-Saint-Denis a été condamnée à quatre mois de prison avec sursis, notamment pour détournement de subventions publiques.

- Patrick Amoyel, ex responsable de « Entr'autres », mis en examen pour viol sur mineur et exercice illégal de la médecine.

- Valérie de Boisrolin, ex-responsable de l'association « Syrie Prévention Familles » ainsi qu'un couple membre de cette association ont été mis en examen pour "association de malfaiteurs terroristes, financement du terrorisme et abus de confiance en relation avec une entreprise terroriste" et placés sous contrôle judiciaire.

- Dounia Bouzar, ex-responsable du « Centre de prévention des dérives sectaires liées à l'Islam » a démissionné après l'échec de sa méthode religieuse de déradicalisation.

**II) Une Charte éthique à reconnaître lors de l'engagement**

Afin d'éviter de nouveaux dérapages et de rendre performantes les équipes, il semble nécessaire de proposer une charte simple et de s'assurer de son respect.

Nous proposons un embryon de cette charte qui doit être débattue :

1) Être respectueux des lois françaises et des principes de la République (en tout lieu la laïcité doit être respectée et honorée)

2) Refuser tout clientélisme politique et toute récupération religieuse.

La neutralité politique et religieuse doit être actée par les intervenants de la déradicalisation, au même titre que les fonctionnaires [La neutralité envers l’islam ne sera pas facile à faire admettre]. La neutralité politique et religieuse implique l'interdiction du prosélytisme qui doit être complètement exclu de leur pratique.

3) Observer une discrétion professionnelle sans communication des informations confidentielles aux médias [Je suis d’accord]. L'un des principaux travers observés a été cette acceptation de cette hyper présence médiatique. Ce comportement brise la confiance de tous ceux qui acceptent de se livrer. La sécurité est également mal assurée par ces témoignages intempestifs.

4) Ne pas dépasser les défraiements et honoraires prévus préalablement.

Des mauvaises utilisations de l'argent public ont été observées par les premières équipes.

Naturellement, la transparence financière doit être rigoureuse, les nouveaux services sensibles seront spécialement observés. L'exemplarité est un élément déterminant pour construire un idéal que toutes ces équipes doivent incarner.

5) Transmettre toutes les informations utiles aux services de renseignements.

Le traitement de l'information doit se faire précisément et rapidement. Les échanges avec la police et les services de renseignements doivent pouvoir fonctionner en toute confiance [ça c’est un point délicat, qui peut faire perdre la confiance du jeune qui accepte de participer à ce processus. Il faut en discuter. Par contre, les parents peuvent contribuer à faire remonter les informations sensibles pour la police et justice].

6) Conserver la priorité sur la sécurité du public.

Les éducateurs mais plus encore les médecins et les psychologues placent en priorité absolue d'aider ceux qu'ils prennent en charge. Dans ce contexte, les intervenants ne sont pas seulement des thérapeutes mais ils possèdent un devoir d'investigation et de transmission des informations [je te l’ai dit c’est la question délicate dont on doit encore enc discuter]. C'est le devoir pour tous ceux qui exercent ces fonctions de prendre en compte par priorité la sécurité du public et ceci représente une situation inhabituelle et expérimentale [oui, normalement oui].

**III) Un projet cohérent**

Les actions de lutte contre l'islamisme radical doivent comprendre plusieurs volets très différents.

Chacun de ses volets doit s'ouvrir à des approches multidisciplinaires coordonnées entre elles afin d'assurer une cohérence et d'éviter au maximum les concurrences et les interférences négatives entre les différentes équipes.

1 - L'intervention auprès des familles demandant de l'aide ou signalées par un tiers.

Une prévention urgente sur le terrain est l'élément efficace pour circonscrire le noyau et évaluer la dangerosité.

Des familles sont partiellement touchées par l'intégrisme. Deux cas de figures se présentent :

- **des parents impuissants** face à la radicalisation de leurs enfants :

Il s'agit de familles brisées avec souvent des problèmes de manque de moyens (manques d'autorité, manques de repères).

Ces familles en demande d'aide découvrent tardivement la dangerosité de leurs enfants et se trouvent confrontées à l'angoisse, à la culpabilité, à l'échec de leur éducation. « On se demande quand on a raté le coche. Est-ce qu’on a été trop sévère, trop laxiste ? On ressasse sans cesse les mêmes questions. ».

Si l'un des enfants est concerné, d'autres peuvent l'être ensuite. Les exemples sont nombreux où les fratries composées de deux frères amplifient les passages à l'acte violents.

Un bilan complet doit être fait dans chacune de ces familles afin de décider quelle aide est la plus appropriée. **Interventions de psychologues-cliniciens spécialistes des thérapies familiales,** **éducateurs, juges aux affaires familiales éventuellement intervention de sociologues sans oublier bien sûr les juges spécialisés dans les affaires terroristes.**

- **des parents déjà engagés dans la mouvance intégriste principalement salafiste :**

La demande d'aide est inexistante. Les signalements sont précieux, surtout lorsqu'ils proviennent de membres au sein même de ces familles - le courage de sortir de l'omerta pour ceux qui ont eu le courage de dénoncer, demande à être honoré [mais on ne pourra pas faire plus. Comment protéger et remercier ce membre lucide, de cette famille ?].

Des interventions autoritaires peuvent impliquer des placements en milieux fermés pour épargner les enfants et les adolescents mais aussi pour protéger la société dès que la dangerosité est confirmée [Le problème est que l’on ne l’a su que trop tard pour la famille Merah. Comment faire pénétrer l’Aide sociale à l’enfance (l’ancienne DASS) dans les quartiers sensibles et violents ?].

Tout **un panel de mesures éducatives ou ré-éducatives** doit pouvoir être proposé. Le questionnement juridique et éthique existe là encore et il est impératif d'y trouver des réponses.

A quel moment doit-on prendre des mesures coercitives vis à vis de personnes potentiellement dangereuses mais qui n'ont pas encore eu de passage à l'acte violent ? [c’est la bonne question dont on doit discuter ensemble].

Peut-on laisser en liberté une personne qui risque de faire de très nombreuses victimes ?

Heureusement, un panel de décisions intermédiaires existe, mais doit se prendre sous la responsabilité des juges spécialisés d'une façon collégiale [oui, mais les juges sont parfois surbookés].

2 - L'aide aux fonctionnaires.

Les profils psychologiques des terroristes sont hétérogènes mais certains éléments se retrouvent fréquemment comme la délinquance et la propension à passer à l'acte d'une façon excessive [oui]. L'aide de professionnels comme les **Psychiatres et les Psychologues** est un outil utile à l'évaluation de nombreux cas repérés [oui].

Face à la multitude de cas recensés, les fonctionnaires se trouvent en première ligne et déboussolés.

Les réunions habituelles de synthèse s'avèrent insuffisantes, des séminaires de réflexions à thèse autour de chaque spécialité commencent à être organisés mais des demandes urgentes existent.

**L'organisation d'une « hot line »** par téléphone et par mail serait une aide utile pour toutes les questions techniques mais aussi des références d'ordre éthique. Sans court-circuiter les responsabilités hiérarchiques, cette « hot line » apporterait des informations supplémentaires pour

alimenter une réflexion plus éclairée [100% d’accord].

Cette hot line doit posséder des impératifs. Elle nécessite d'être tenue par des personnes compétentes dans chaque corps de fonctionnaires (santé, police, armée, enseignement, prisons...). Elle doit également donner des réponses immédiates par téléphone et, par mail, dans un très court délai de quelques heures maximum pour des questions plus techniques.

Lorsque ces réponses sont insuffisantes, il serait souhaitable d'organiser des consultations pour comprendre chaque cas spécifique et permettre une réponse approfondie [consultations auprès de qui ?].

3 - Les interventions dans les établissements scolaires.

Nous commençons à observer **des signes de radicalisation chez de très jeunes enfants** à l'école primaire, voire même dès la maternelle. L**es** comportements problématiques observés comprennent par exemple la récitation de versets du Coran durant la récréation, le fait de ne pas se présenter à l’école le vendredi pour des raisons religieuses ou le refus de donner la main...

Nombreux sont les enseignants et les chefs d'établissements qui demandent des interventions extérieures sur ce sujet. Pour une question simple de sécurité mais aussi par manque de formation sur ces sujets particulièrement sensibles, les enseignants préfèrent des intervenants extérieurs pour répondre à toutes les questions des élèves.

Dans les quartiers difficiles, les interventions extérieures sont encore plus impératives. Les enseignants habituels se limitent au programme scolaire classique sans être interpellés par les élèves les plus vindicatifs. Les problèmes rencontrés par les enseignants sur des atteintes à la laïcité sont en nette augmentation : plus de 600 ont été relevées cette année.

D'une autre façon, dans les écoles, des réunions de réflexions animés par **des spécialistes de la laïcité** peuvent être organisées sur simple demande des responsables d'établissements.

La multiplication des Comités Laïcité République sur une grande partie du territoire ainsi que d'autres associations dûment labellisées par le Ministère de l'éducation nationale apportent un réservoir intéressant de compétences pour ces interventions. Des expériences décentralisées existent déjà, il est intéressant de les suivre pour en déterminer les suites en les densifiant partout où cela est utile.

Plus généralement, il est prioritaire de permettre l'émergence de **l'esprit critique** sans humilier les jeunes en recherche de repères. Il est utile de reposer la question de l'enseignement d'une morale laïque à l'école et donc d'une instruction civique pour faire connaître les règles laïques ainsi que le fonctionnement des institutions de la République.

**La laïcité doit être expliquée, apprise, respectée.** C'est une étape nécessaire et indispensable pour la transmission de certaines valeurs. En effet, la crise des valeurs et la notion de vide existentiel sont omniprésentes. L’importance croissante des crises d’adolescence et des dépressions chez les jeunes adultes sont des symptômes d’une crise de la société qui ne peuvent être laissés sans solutions [Ah ?]. Face à la difficulté de trouver un sens à leur vie, certains restent dans l’oisiveté, dans la dépendance ou pire encore peuvent devenir des cibles pour les recruteurs intégristes [Il faut empêcher le décrochage scolaire par des cours supplémentaires de soutien, avec des enseignants volontaires et payés en heures supplémentaires].

Dans la société contemporaine, nous assistons à des superpositions de valeurs multiples et souvent contradictoires. Suivant nos origines culturelles, religieuses, ethniques, selon nos préférences politiques, les références sont très différenciées. Entre la confusion et le manque, le rapport aux valeurs est souvent problématique et rend difficile la **mise en place d'un idéal** qui est un moteur d'excellence irremplaçable à la réalisation de chacun mais aussi à l'équilibre de la société [c’est très vrai. Ce qui me gêne est que les valeurs véhiculées dans les monde de l’entreprise elle-même peut être un repoussoir pour des jeunes qui détestent tout soumission à une autorité arbitraire].

4 - Le rôle des travailleurs sociaux reste à actualiser.

Présents de multiples façons dans les associations et dans de nombreuses institutions auprès des jeunes en difficultés, le rôle des travailleurs sociaux compte beaucoup dans le symbole de l'état qu'ils représentent [ils ne sont pas assez nombreux et surbookés].

Un grand débat existe actuellement entre communautaristes et partisans d'une laïcité sans faille.

Il reste à préciser le rôle des travailleurs sociaux par rapport aux excès du communautarisme et face au dramatique développement de l'islamisme radical.

Les Institutions qui forment ces travailleurs sociaux n'ont pas les moyens et les formations pour répondre efficacement à ces questions [à voir].

Ce débat ne simplifie pas la tâche puisque l'on observe des positionnements tellement différents qu'une démotivation existe chez certains. Il est d'une grande urgence de restaurer une unité par des **repères reconnus par tous**. Cette question de l'islamophobie place la victimisation au centre d'un débat où l'éthique commune n'arrive plus à trouver sa juste place [oui].

5 - La communication avec les imams.

La religion musulmane sunnite n'est pas hiérarchisée ce qui laisse une très large autonomie aux imams, lesquels se trouvent seuls face à leurs fidèles. Suivant leur personnalité et leur formation aléatoire, ils conseillent et entraînent leurs fidèles vers la modération ou bien vers plus ou moins d'intégrisme. **Un suivi régulier, intense, rigoureux de l'administration** peut amener des résultats rapides et substantiels.

Actuellement, ces suivis existent d'une façon plus symbolique qu'efficace. Il conviendrait que chaque imam de France soit sous l'influence des lois et ressente d'une façon pressante l'obligation absolue de s'y soumettre [par la sanction ? Si oui, comment les contrôler ? Des visites inopinées ?]. D'une façon moins informelle, l'évolution des mœurs et **l'éthique de la société qui les entourent doivent être bien présentes et assimilées par ces hommes particulièrement écoutés dans leur communauté [je serais partisan qu’il passe par une formation complémentaire à la laïcité. S’ils refusent, ils peuvent être interdit de culte. Point à discuter].** C'est une façon de permettre à cette religion de se séculariser et de prendre une position éloignée des intégristes.

Les relations des élus avec les imams sont souvent problématiques. Il serait bénéfique qu'un service spécialisé assure **le lien entre les imams et l'état [il est important qu’il ne soit pas vu comme un comité de censure, type KGB ou administration turque à la Erdogan. Il doit respecter la démocratie. Il faut en discuter].** Avec fermeté et confiance, un tel lien permettrait une réelle prévention. L'intégration des musulmans dans la société dépend en partie des conseils donnés par les imams à leurs fidèles [oui]. Ces imams possèdent tout spécialement **une position privilégiée** qui est déterminante pour les jeunes musulmans des quartiers difficiles.

6 - L'accompagnement dans les prisons.

L'administration pénitentiaire est lourdement concernée par l'intégrisme islamiste. C'est actuellement un des principaux lieux de radicalisation [oui]. Compte tenu de la surpopulation carcérale et du besoin d'isolement des plus radicalisés, la tâche est particulièrement lourde.

La construction de nouvelles prisons est un devoir éthique afin que la France ne soit plus montrée du doigt par les instances internationales et européennes [oui].

**La différence qui pouvait exister entre détenus de droit commun et détenus radicalisés n'est plus significative.** Les droits communs se radicalisent rapidement en échappant aux évaluations préalables. Des interventions **d'évaluations continuelles** composées de binômes **psychologues / éducateurs** seront plus opérantes afin de prévoir et organiser les isolements [accompagnés ou non de surveillants / gardiens de prisons, afin que ces derniers ne se fassent pas agressés. Ou alors il faut que cela se passe dans le cadre d’entretiens individuels].

Les radicalisés sont tout aussi dangereux à l'intérieur de la prison qu'à l'extérieur. Des précautions rigoureuses d'isolement sont indispensables pour sauvegarder gardiens et détenus [l’isolement de certains est nécessaire. Mais leurs avocats vont protester comme pour les détenus corses].

" Il faut éviter à tout prix de mettre en contact des prosélytes avec les autres détenus non radicalisés ;

Il reste à proposer un programme de déradicalisation spécifique pour chaque détenu " conseille

Sébastien Pietrasanta dans son rapport « La déradicalisation, outil de lutte contre le terrorisme »

[oui].

7 - Un meilleur contrôle éthique sur les réseaux sociaux.

Souvent dénoncée mais jamais complètement solutionnée, la question du prosélytisme djihadiste sur internet est un élément à régler rapidement et complètement.

Les grandes entreprises comme Google, Yahoo, Facebook, Twitter savent efficacement censurer les photos érotiques mais **censurent lentement et incomplètement l'apologie de la violence raciale et religieuse.** Le savoir-faire existe, les algorithmes sont puissants mais la détermination des responsables est contestable. Quelques progrès ont été effectués mais il reste beaucoup à faire. [C’est très difficile, car les radicalisés élaborent alors un langage codé, pour passer sous les radars. C’est ce que font déjà les radicalisés d’extrême-droite].

8 - Le traitement des informations reçues par toutes ces équipes de lutte contre l'islamisme radical.

Dans cette difficile mission de lutte contre l'islamisme radical, les différentes équipes sur le terrain sont en possession d'informations nombreuses et déterminantes. Ceci afin d'empêcher des attentats en préparation ou pour mettre hors d'état de nuire certains regroupements, lesquels peuvent basculer dans le passage à l'acte terroriste.

Des réunions de synthèse sont utiles pour évaluer ces informations et pour décider des suites à donner ou non. Les transmissions vers les services de renseignements peuvent se révéler urgentes. Dans tous les cas, la rétention d'information pour s'assurer un pouvoir personnel est détestable. **L'éthique doit intégrer la solidarité, le devoir,** comme des éléments majeurs de ce travail.

**IV) Pour conclure, les éléments éthiques de l'Organisation**

La disponibilité et la fiabilité des intervenants doivent être sans faille, le choix, fait avec soin, de ces personnes, effectué par des professionnels du recrutement et des ressources humaines très expérimentés. Un véritable travail d'organisation et de coordination est à réaliser. **L'intégrité morale et l'éthique** complètera les compétences techniques et humaines [vœux pieux ?].

Ces personnes recrutées posséderont **une motivation exceptionnelle**. Le sentiment de faire un travail humanitaire hors du commun, de sauver nos valeurs menacées, de sauver des vies et des existences (de jeunes à la dérive], participent à cette détermination. Il est possible de trouver de bons professionnels qui ont été concernés de près ou de loin par les attentats précédents ou bien de personnalités mues par **un idéal profondément intériorisé et chevillé au** **corps. La réflexion éthique et philosophique** de cet engagement pourra ainsi s'acheminer et évoluer au fil du travail de terrain effectué.

La contribution que l'Institut d'éthique contemporaine amène sur le sujet de la prévention contre la radicalisation ne représente pas une étude exhaustive de la question. Elle pourra bien entendu faire l'objet d'un complément de réflexion si nécessaire. Dans un premier temps, notre objectif est d'offrir des pistes et d'aider l'administration dans ce travail particulièrement complexe à organiser.

Comme dans la plupart des réflexions que nous menons, il y a nécessité de créer **des règles** pour préserver notre sécurité et nos libertés ainsi que de développer **des idéaux** pour remédier à la **maladie d'idéalité** si présente dans le monde contemporain.

Les islamistes radicaux nous visent pour **notre modèle culturel si éloigné de leur idéologie** [oui. Ils n’arrêtent pas de décrire, tout comme Poutine, notre société comme décadente et corrompue au niveau des mœurs]. Ils détestent **notre façon de vivre, notre mixité et notre rapport à la laïcité**. Ce principe de laïcité offre des atouts pour préserver nos libertés et pour développer des idéaux insuffisamment présents dans la société actuelle. **La nécessité de construire un idéal est au centre de nos préoccupations.**

Dans les mois à venir, d'autres équipes vont rejoindre celles qui travaillent déjà actuellement sur le terrain. Cette lutte contre l'islamisme radical comportera de nombreuses initiatives avec toujours une dimension éthique. La nécessité d'une organisation rigoureuse s'imposera pour montrer notre capacité à répondre dignement à ce défi qui nous est dramatiquement imposé.

Enfin, il est urgent d'avoir sur le sujet de la lutte contre l'islamisme radical une organisation exemplaire, cette exemplarité [morale] aidera la République à occuper toute la place qui lui revient.

La question des valeurs appartient au domaine privé mais aussi au domaine public [oui], il convient donc d'y travailler avec efficacité et sans retard. Soyons actifs et créatifs pour développer **des valeurs contemporaines dans lesquelles une jeunesse puisse s'identifier [déjà tout simplement, déjà, faire respecter nos valeurs de liberté, égalité, fraternité … la dernière valeur liée à la solidarité étant souvent oubliée, car les islamistes opposent leurs valeurs de solidarité entre eux à nos valeurs « individualistes », voire égoïstes].**